

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE 2002



# INTERVENTION DE CLAUDE BARTOLONE

Chers amis,  
chers militants du Parti Socialiste,  
chers camarades,

Permettez-moi de remercier en votre nom à tous, Jean-Claude du Chalard, Premier Secrétaire de cette fédération, qui à la tête des militantes et militants d'Ille-et-Vilaine a su en fédérant toutes vos énergies transformer ce département qui était loin d'être un département de gauche. Un département où des femmes et des hommes ont su travailler ensemble pour faire de ce département un département fertile pour les idées de gauche.

Permettez-moi aussi de saluer Edmond Hervé, Jean-Michel Boucheron, Philippe Tourtelier, le Président de l'Agglomération et les députés de Rennes. Je les salue en tant que militants et je les salue aussi en tant qu'amis avec qui nous avons su dans les années passées réussir à connaître à la fois de grands moments de joie et aussi des moments qui étaient plus difficiles à vivre.

Salut à Jacques Fauchoux, le Maire de Fougères, salut à Marcel Rogemont, ancien député qui n'a pas démerité dans son combat. Salut à Monique Pussat qui à Redon a failli à un point près, détrôner Madelin, l'idéologue national du libéralisme. Salut à Clotilde Tascon-Mennetrier et Isabelle Thomas, salut à Jean-Yves Le Drian qui vient à la fois en tant Président du BREIS et puis en tant que voisin et en tant que Député.

Chers amis, j'ai eu plusieurs fois l'occasion, la joie et le plaisir de venir ici, à Rennes, dans l'agglomération et dans ce département en tant que Ministre de la Ville de Lionel Jospin. Je suis venu dans un département où il y a eu la volonté de toutes et de tous de trouver des innovations sociales, de trouver des réponses notamment dans les quartiers populaires pour permettre aux hommes et aux femmes qui quelquefois se sentaient si éloignés de nos codes, de nos manières de vivre, de la reprise économique de retrouver le sens de l'engagement dans les valeurs de la République.

Je suis venu sans caméras dans les quartiers, y compris la nuit pour voir ce que vous étiez en train de faire en mettant au point les Correspondants de Nuit, en donnant un prolongement à ce que vous avez su inventer ici, dans ce département avec le Revenu Minimum d'Insertion.

Je suis venu découvrir un certain nombre de sujets qui nous ont certainement manqués le 21 avril pour montrer aux femmes et aux hommes de gauche ce que pouvait être leur intérêt d'avoir à leur tête un Président de la République socialiste, une majorité de la gauche plurielle pour essayer de continuer l'aventure ensemble.



Mais comment sommes-nous arrivés là ? Aujourd'hui c'est la fête, il faut dire que depuis le 21 avril, nous n'avons pas eu souvent l'occasion de la faire, cette fête, tellement ce goût de cendres, que nous avons dans la bouche, était présent. Comment nous avons encore du mal à nous faire à cette idée que nous étions passés à côté d'une victoire à laquelle nous avons rêvé. Comment nous avons de la difficulté à imaginer cette situation d'hommes et de femmes qui avaient ce gouvernement, qui avaient soutenu Lionel Jospin, voyaient la différence à la fois politique et individuelle qu'il y avait entre lui et Jacques Chirac et qui se retrouvaient contraints au soir du premier tour d'appeler à voter pour le Président sortant pour éviter la honte hexagonale et internationale d'avoir le candidat du Front National qui fasse un trop gros score.

Combien d'entre nous ont pleuré ? Combien d'entre nous se sont interrogés sur l'ensemble des causes qui nous conduit à ce 21 avril et sur lesquelles je dois vous le dire je n'ai pas encore trouvé la seule et bonne réponse, tellement les réponses sont multiples.

Certes, il y a eu la campagne. Certes il y a eu l'abstention. Certes, il y a eu la division de la gauche plurielle qui, avec l'ensemble de ces candidats de la gauche plurielle présents au premier tour, a certainement trop tronçonné cet électorat et nous a conduit à ne pas être présents au second tour.

Mais, ne nous le cachons pas, si nous avons connu ce résultat, c'est que nous n'avons pas été suffisamment bons pour expliquer aux hommes et aux femmes de ce pays l'intérêt qu'ils pouvaient avoir de soutenir la gauche de Lionel Jospin dès le premier tour. C'est que nous n'avons pas été suffisamment performants pour expliquer à ce pays ce que nous voulions, socialistes, communistes, écologistes, radicaux pour présenter à ce pays une alternative autre que le capitalisme américain en ce qui concerne la mondialisation.

Chers amis, chers camarades, pour chacun des militants de gauche, chacun des militants socialistes, cette période qui va s'ouvrir finalement n'aura que ce sens. Sommes-nous capables d'expliquer aux femmes, aux hommes, aux jeunes qui frappent à la porte du Parti Socialiste qu'aujourd'hui socialiste ça veut dire quelque chose en ce début de siècle. Qu'aujourd'hui socialiste ce n'est pas simplement payer des cotisations pour faire plaisir au trésorier de la fédération, mais c'est participer à une œuvre, à une réflexion collective, à une proposition collective ; pour montrer que nous avons des choses à dire, à la fois pour faire reculer les inégalités dans le pays, à la fois pour donner de la force à la construction européenne sur laquelle je reviendrai tout à l'heure, et à la fois pour démontrer qu'il y a un autre ordre possible au niveau international que celui dicté par le Président américain ou quelques multinationales américaines. C'est de cela que nous allons devoir parler dans les semaines qui viennent pour à la fois tirer, sans concession et sans insulte non plus, toutes les leçons de cet échec à l'élection présidentielle, mais déjà préparer l'avenir.

Chers amis, d'autres sentiments qui me sont personnels à la fois parce que j'ai été dans ce gouvernement de Lionel Jospin et peut-être parce que j'ai été aussi aux manettes dans un secteur qui était chargé de faire reculer les inégalités en milieu urbain. Nous n'avons peut-être pas assez mesuré comment les phrases que nous avons employées tous les jours dans nos discours, dans nos tracts, pouvaient représenter autant de blessures pour les femmes et les hommes les plus fragilisés dans notre pays. Bien entendu qu'il fallait reparler de reprise économique. Bien entendu qu'il fallait évoquer ce recul du chômage. Bien entendu qu'il fallait s'adresser aux chefs d'entreprise pour qu'ils s'investissent, qu'il fallait leur donner confiance en leur disant " allez-y, vous pouvez y aller, achetez des machines, construisez des locaux, la consommation va être soutenue et vous allez pouvoir à la fois dégager des bénéfices, mais surtout créer de l'emploi". Bien entendu qu'il fallait tenir ce discours en direction des cadres, des couches moyennes qui étaient déjà à nouveau aspirées par le monde du travail.

Mais ce discours a été ressenti comme autant de difficultés par celles et ceux qui étaient au chômage dans les années de plomb et qui, lorsque l'on parlait de retour de la croissance, constataient que leurs difficultés de vivre au quotidien étaient toujours les mêmes. Allez parler de retour de la croissance dans des quartiers où le taux de chômage était quelquefois trois, voire quatre fois supérieur à la moyenne départementale. Allez parler de retour de la croissance à ces jeunes Français, issus de l'immigration qui avaient l'impression que quels que soient leurs efforts pour pouvoir bénéficier de la promesse différée de l'Education Nationale, ils ne subissaient que le rejet au moment où ils essayaient d'obtenir un premier emploi. Allez essayer de parler de retour de la croissance à ces hommes et ces femmes qui vivent, en difficultés, à la fois dans les milieux ruraux ou dans les quartiers populaires, qui avaient l'impression eux, que l'on disait que ça allait mieux, mais pour eux les services publics continuaient à reculer, quelquefois fermés, et ils ne voyaient pas d'une manière assez forte et présente, plus proche d'eux, ce service de l'Etat, cette main tendue de l'Etat qui permettait de pouvoir prétendre à l'égalité des chances.

Oui chers amis, je pense que si nous avons connu cette défaite c'est qu'il y a toute une partie de cet électorat, de cet électorat populaire, à qui l'on disait que ça allait mieux et que ça allait mieux mais qui avait le sentiment que l'on proposait pour eux que ça aille mieux sur un délai, une période qui était hors de toute imagination. Comment dire à des femmes et des hommes qui se posent la question de savoir ce que peut-être leur lendemain, que dans cinq, six ans, ils auront retrouvé du travail ou que cela ira mieux.

Oui chers amis, c'est certainement un sujet sur lequel nous aurons à revenir pour savoir comment on peut quelquefois améliorer les outils de l'Etat, le mode de fonctionnement de l'Etat pour que ce changement, lorsqu'il se produit, soit une réalité pour une grande majorité dans des délais beaucoup plus raisonnables. Je vais vous citer un exemple qui me meurtrit lorsque je repense au bilan à la fois collectif mais aussi individuel parce qu'un échec est un échec collectif, mais où il faut voir comment on a pu participer à cet échec. Et je me dis tout le temps en évoquant cette ancienne vie de ministre de la Ville, on en a beaucoup parlé d'ailleurs, c'est repris aujourd'hui par le nouveau ministre de la Ville et le gouvernement de Raffarin, c'est une des bonnes idées qu'ils ont gardées, on parle beaucoup de reconstruction-démolition, mais dans le même temps lorsque l'on va dans les quartiers populaires dont bon nombre d'entre vous connaissez la réalité, nous leur disons entre le moment où l'on examine les plans, le projet social à partir du moment où l'on veut reconstruire pour reloger ceux qui sont encore dans ces logements à démolir, il y en a pour dix ans alors que l'Etat a su pour construire le Stade de France, il y a quelques années, pour pouvoir prétendre à la coupe du monde changer toutes ces règles d'urbanisme pour construire à Saint-Denis le stade en moins de cinq ans, alors que l'Etat aujourd'hui pour que la France continue à être une grande puissance de l'aérospatiale a été capable de bouleverser toutes les règles d'urbanisme pour que nous puissions très vite, rapidement construire un nouveau système autoroutier et de nationales entre Bordeaux et Toulouse pour pouvoir continuer à participer à l'aventure d'Airbus.

Oui chers amis, ce que nous sommes capables de faire quelquefois en modifiant les règles pour favoriser l'industrie, il va bien falloir qu'on le fasse dans les années qui viennent pour favoriser le social, pour faire reculer les inégalités et pour donner une chance à celles et ceux qui ont trop souvent l'impression de ne pouvoir hériter de leurs parents que leur propre misère sociale. Oui nous aurons certainement dans les mois qui viennent à retrouver tout un discours sur l'effort et le travail, à retrouver un discours sur le monde du travail et notamment celles et ceux qui sont le plus proches du SMIC, qui sont au temps partiel, qui quelquefois viennent nous voir sur les marchés, dans nos permanences en disant : il y a des moments où je me pose la question de savoir pourquoi je travaille quand je vois à quoi correspond cet effort que je fais pour me lever tôt le matin à des moments où les transports en commun ne fonctionnent pas encore, pour trouver les solutions pour faire garder mes enfants parce que je commence à un moment où les écoles sont loin d'être ouvertes ; celles et ceux qui ont le sentiment d'être pour toute leur vie condamnés à un travail sans formation quelquefois dégradé, où ils ont le sentiment de ne pouvoir ni progresser, ni s'épanouir.

Oui, nous aurons à retrouver un discours que Lionel Jospin avait évoqué à un moment donné, il y a trois ans, à La Rochelle sur la société du plein emploi, sur la société que doit tenir, hélas, un pays qui va vieillir, qui a besoin de tous ses jeunes, qui a besoin de toutes celles et tous ceux qui sont encore aujourd'hui sans emploi pour pouvoir prétendre demain à remplacer les têtes et les bras qui partiront pour pouvoir bénéficier d'une retraite bien méritée.

Oui, chers amis sur ce sujet-là aussi nous allons devoir reprendre un certain nombre de nos réflexions, nos propositions pour qu'il n'y ait pas comme c'est encore trop souvent le cas des jeunes dans les territoires ruraux comme dans les territoires urbains qui ont l'impression que de toutes façons quels que soient l'établissement scolaire et les efforts qu'ils font ils ne connaîtront que le chômage et la galère.

Il y a un sujet qui me vient souvent en tête au moment où je fais mes discours en évoquant ou en repensant aux discours que nous avons pu prononcer ensemble dans les dernières années, qui apparaissent comme autant de formules auxquelles nous croyons nous militants, élus socialistes mais qui apparaissent quelquefois comme autant de difficultés pour les habitants à qui nous prononçons ces discours. Regardez, l'Europe nous sommes en tant que socialistes, en tant qu'hommes et femmes de gauche, attachés à cette réalité sociale, économique, environnementale, culturelle. Oui, nous croyons à l'Europe, mais lorsque nous l'évoquons pour le grand public, bien souvent c'est ressenti comme un territoire de bureaucratie qui est capable de dire son mot pour légiférer sur la qualité du chocolat ou sur la rédaction des étiquettes, et qui a du mal à faire passer ce sentiment que nous voudrions être fiers d'être Européens pour avoir un projet social, pour avoir un projet en ce qui concerne le développement international, pour avoir un message à émettre en direction des pays en voie de développement, pour leur expliquer que la mondialisation ne peut pas simplement être ressentie comme les règles de l'exploitation toujours plus difficile de celles et ceux qui sont en difficulté.

Oui, nous allons devoir dans cette nouvelle période en finir avec cet euro-scepticisme qui règne encore pour expliquer à nos concitoyens que c'est une grande aventure pour le siècle qui vient, cette construction européenne, qu'ils ne doivent pas y entrer frileux mais avec la volonté d'être des militants de l'Europe, des militants de gauche de cette Europe indispensables pour permettre à la fois de rééquilibrer la planète et de lui donner d'une certaine manière un avenir.

On parle de l'Europe et on effraie. On parle des territoires ruraux et quelquefois celles et ceux qui vivent dessus, j'en parle même si j'ai été Ministre de la Ville, ont le sentiment qu'ils gênent. Regardez ce projet qui existait sur les territoires ruraux, ils étaient liés bien souvent autour de la notion d'agriculture, ils avaient le sentiment pour bon nombre d'entre eux de procéder à une aventure collective celle de nourrir dans de bonnes conditions la France, une partie de l'Europe et peut-être même une partie du monde ; aujourd'hui ils ont l'impression de recevoir une image dégradée : vache folle, pollution des nappes phréatiques, productions qui ne protègent pas l'environnement. Ils ont le sentiment d'être de trop, de gêner, d'être condamnés, d'être condamnés à la ville qu'ils ressentent bien souvent comme l'enfer.

C'est aussi le cas dans ces territoires urbains. Quand on a la chance de pouvoir vivre en ville avec des moyens de pouvoir bénéficier de la ville, de la culture, de la ville de la parole, de la ville de la démocratie, on en est fier, mais pour bon nombre de nos concitoyens, bien souvent la ville, ils la ressentent un peu comme l'enfer, celui de la marginalité, des quartiers en périphérie sans assez de services publics.

Oui, nous aurons que ce soit sur l'Europe, sur les territoires ruraux, sur les territoires urbains à reprendre notre copie pour montrer quels que soient ces territoires, nous allons pouvoir nous identifier à des territoires qui permettent l'égalité des chances.

Mais vous allez me dire pourquoi n'avons-nous pas réussi à faire tout cela alors que nous étions encore au gouvernement ? C'est une bonne question. C'est une bonne question et pour ma part, j'apporte une réponse qui ne peut pas toujours faire plaisir et qui ne me fait pas plaisir. C'est que nous avons peut-être trop été, militants, élus ministres, vassalisés par l'idée de dire : Chirac est trop mauvais, on ne peut pas perdre et du coup nous nous sommes bien souvent tu ; nous n'avons pas voulu déplaire y compris à Lionel Jospin en disant de toutes façons il sera au deuxième tour et face à l'autre il sera élu ; et du coup ces petits silences, cette idée que, de toutes façons, ça allait être gagné, nous ont affaiblis, par manque de parole, par manque de critiques, par manque d'audace, par une trop grande vassalisation par rapport à cette élection présidentielle qui nous semblait impossible de perdre.

Mais aujourd'hui parce que nous sommes dans l'opposition — et cinq ans c'est long — nous ne pouvons pas partir dans ces cinq ans en disant : " de toutes façons, dans ce pays, celui qui gouverne perd l'élection d'après ". Non, nous devons nous dire : il faut absolument que l'on prépare ces élections d'après pour donner aux Français pas simplement l'envie de chasser ceux qui occupent le pouvoir, mais l'envie de choisir un projet social, un projet économique un projet européen, un projet environnemental qui donne vraiment à nos concitoyens l'idée qu'ils peuvent jouer la partie ensemble.

Chers camarades, ça va être un enjeu compliqué où il va falloir réfléchir ensemble, parler ensemble, échanger ensemble et ça peut être aussi un travail facilité parce que aujourd'hui la droite qui se réinstalle est encore plus caricaturale que ce que nous pouvions raconter les uns et les autres dans nos discours.

Regardez cette droite, elle n'a même pas été capable sur la période qui vient de s'écouler des élections présidentielles de comprendre ce qui s'est passé au moment des élections présidentielles parce que si nous devons trouver un sens, une explication à notre défaite, ils ont tout intérêt de comprendre les raisons de leur victoire pour ne pas trouver des raisons qui n'existent pas. Si Chirac est Président de la République aujourd'hui, ce n'est pas par choix de Chirac et de ses orientations économiques et sociales, c'est que les Françaises et les Français ont voulu sauver la République et la démocratie. Si il y a une majorité de droite aujourd'hui à l'Assemblée Nationale ce n'est pas par choix des orientations économiques et sociaux de cette majorité, mais que nous sommes passés directement du non à Le Pen au non à la cohabitation, et il ne faudrait pas que ce gouvernement essaie de faire dire à cette élection des choses qu'elle n'a jamais voulu signifier, et cela, pour le moment ils ne le comprennent pas.

Regardez l'ensemble des signes que ce nouveau gouvernement donne depuis qu'il est installé. Regardez ce tamponnage des images aux smicards, le non à la revalorisation du SMIC, alors que l'on augmente le salaire des ministres, regardez comment très vite, très tôt l'on a accordé la revendication pour l'augmentation des honoraires des médecins ; je ne dis pas qu'il fallait mieux discuter y compris pour le gouvernement de gauche, notamment avec les médecins généralistes, mais comment d'un seul coup, on a cédé à cette demande sans poser aucune question sur la maîtrise des coûts qui vont amener une nouvelle fois dès que la droite revient malheureusement, c'est une remarque que l'on peut se faire à chaque fois, qui vont amener une nouvelle fois un déficit de la Sécurité Sociale avec tout ce que cela pourra entraîner pour les assurés ou les malades.

Regardez avec quelle idéologie, aujourd'hui, ils sont en train de défaire l'ensemble des instruments du secteur de l'emploi qui nous ont permis par le passé autour de Jospin de renforcer la croissance, certes internationale, mais de renforcer la croissance pour la rendre plus riche en emplois dans un pays qui n'avait pas assez l'habitude de créer de l'emploi. Les emplois-jeunes, quand j'ai entendu le Premier Ministre Raffarin s'exprimer sur ces emplois-jeunes, il y a quelques jours à la télévision, j'ai été outré quand il évoquait ces sous-emplois alors que c'étaient des garçons et des filles qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour le secteur associatif, dans l'éducation, dans la police, dans nos municipalités qui d'un seul coup avaient le sentiment que la société des adultes ne leur claquait pas la porte sur les doigts quand ils voulaient rentrer dans la société du travail mais qu'ils pouvaient trouver leur place, qu'ils pouvaient trouver de la formation une écoute, qu'ils pouvaient retrouver le chemin de l'emploi et des entreprises par ces contrats qui étaient proposés pour cinq ans, et en plus non seulement ils pouvaient trouver de l'emploi mais ils apportaient un plus, une qualité de vie à ces femmes et ces hommes pour qui ils travaillaient dans les différents secteurs que j'évoquais.

Aujourd'hui, les emplois-jeunes, c'est terminé ; c'était une idée du précédent gouvernement, on arrête. On arrête dans le même temps les 35 heures. Bien entendu cette loi posait des problèmes pour un certain nombre de PME et PMI, mais comment pouvons-nous imaginer qu'une loi aussi centrale, fondamentale allait pouvoir être installée et généralisée dans toutes les entreprises petites et grandes d'un seul coup et en moins d'un an.

Lorsque l'on regarde notre histoire commune, lorsque l'on voit le temps qu'il a fallu pour installer les 40 heures au moment du Front populaire, et bien on se rend compte que c'est un processus qui s'est installé sur plus de cinq ans ; là d'un seul coup, on arrête 180 heures supplémentaires pour presque rien en ce qui concerne le salaire, mais un outil supplémentaire qui va manquer à ce gouvernement à un moment où le chômage, hélas va repartir dans les prochaines semaines ou dans les prochains mois.

Oui, chers amis, la droite est de retour et sur la politique de l'emploi, elle ne ménage pas les symboles : les emplois-jeunes, 35 heures, suppression de cent mille contrats emplois-solidarité qui étaient tellement indispensables pour celles et ceux qui quelquefois étaient éloignés du monde de l'emploi, baisse pour la première fois de plus de 6% du budget de l'emploi comme si tout cela ne comptait pas, comme si tout cela ne servait à rien, comme si il n'était pas possible de se doter d'un certain nombre d'outils à un moment où le contexte économique national et international n'est pas de bonne qualité.

Vous allez voir comment celles et ceux, qui avaient constaté mois après mois l'effort patient de la gauche plurielle pour essayer de combattre ce fléau qu'était le chômage, vont mesurer le combat de la gauche plurielle qui avait fixé au moment des dernières élections législatives deux objectifs : le recul du chômage et le retour de l'équilibre pour la Sécurité Sociale.

Vous allez voir les dégâts que cela va produire dans l'opinion publique de voir que d'un seul coup, la Sécurité Sociale est de nouveau menacée et que l'emploi commence à augmenter.

Vous allez voir d'un seul coup comment ils vont constater qu'à un moment où la situation internationale n'est pas bonne, qu'à un moment où les entreprises françaises se posent la question de savoir s'il y aura d'aussi bons consommateurs dans les mois et dans années qui viennent.

Vous allez voir comment ils vont constater et comment ils jugeront les actions de ce gouvernement qui, jour après jour, est en train de tailler, de saccager, de piétiner tous les outils qui permettaient une résistance sociale.

Et regardez les autres symboles de la baisse de l'impôt sur le revenu là aussi, quel pied de nez. Quel pied de nez, quelle transcription du résultat des élections présidentielles et législatives. Est-ce que vous croyez réellement que toutes celles et ceux qui assistent aujourd'hui à ce spectacle peuvent admettre que c'est une minorité de Françaises et de Français qui va pouvoir bénéficier de 70% de la baisse des impôts pendant que les autres auront le droit aux miettes.

Est-ce que vous pensez qu'ils vont assister sans réagir à un moment donné à ce sentiment que ce gouvernement n'a rien compris, qu'une nouvelle fois, il est en train d'agir d'une manière contre-cyclique comme on dirait chez les économistes, à un moment où il faudrait donner des moyens de consommer aux couches populaires parce que l'on sait très bien que chez celles et ceux qui sont les plus faibles dans la société, dès que l'on donne un petit peu plus d'argent en plus, c'est plus d'efforts, plus de consommation pour les enfants, pour leur nourriture, leur matériel scolaire, c'est plus d'efforts, plus de moyens pour se soigner, c'est plus d'efforts, plus de moyens pour vivre tous les jours tandis que lorsque l'on donne un petit peu plus à celles et ceux qui ont déjà beaucoup ou tout, lorsque la situation est difficile, ils ne consomment pas, ils épargnent.

Oui, chers amis, nous allons devoir parler, réfléchir vite parce que ce gouvernement non seulement est en train de signaler d'une manière forte que la droite est de retour, mais ils sont en train de piétiner tout ce qui était politique sociale et de solidarité. Comment ne pas dire un mot, puisque je suis en Ille-et-Vilaine, de ce que doivent ressentir, y compris un certain nombre d'électrices et d'électeurs du centre, qui ont vu y compris, ici, une personnalité comme celle de Monsieur Pierre Méhaignerie en finir avec cette tradition sociale de la droite, qui ont vu ce responsable politique pour un plat de lentilles, non pas un plat de lentilles, une présidence de commission accepter de se retrouver dans l'UMP en reniant tous les discours sur l'Europe, en reniant tous les discours que pouvait avoir une partie de la droite sur la dimension sociale du développement de ce pays, pour d'un seul coup disparaître, ne plus avoir d'originalité, pour d'un seul coup donner l'impression d'un seul objectif : se retrouver dans une majorité pour servir de machine électorale à Juppé.

Voilà dans quel contexte, chers amis, chers camarades, la gauche doit être de retour. Voilà, en tant que militant socialiste je vous le dis, nous avons une responsabilité, historique, ce n'est pas faire injure au parti communiste, aux écologistes, aux radicaux que de dire nous avons besoin d'eux, mais la gauche a aussi besoin d'une grande organisation comme le Parti Socialiste pour pouvoir agir ensemble, se rassembler, se fédérer et nous avons une responsabilité en direction de nos alliés : leur montrer notre manière de faire, notre manière de débattre pour choisir ensemble un certain nombre d'orientations qui seront indispensables pour l'avenir.

Nous devons leur démontrer notre volonté à la fois de renforcer notre organisation politique mais aussi de travailler avec eux pour redonner du sens, une valeur collective à un certain nombre de sujets sur lesquels nous avons à tirer les leçons de notre action et repartir de l'avant. Permettez-moi d'en citer quelques-uns en vrac et rapidement parce que nous l'avons dit : la parole est aux militants et je ne voudrais pas vous donner l'impression de venir ici avant le congrès pour conclure la parole des militants avant que vous ayez pu les uns et les autres la prendre, vous en saisir pleinement. Le moteur, l'origine même de l'engagement militant de bon nombre d'entre nous, c'est l'égalité des chances, cette égalité des chances nous allons devoir certainement en reparler pour revisiter un certain nombre d'éléments qui sont le cœur du dispositif de la gauche, le cœur du dispositif de cette volonté d'égalité que nous voulons pour le pays et notamment l'école, notamment l'école pour voir comment au-delà de la création de postes, réussir à faire passer dans l'Education nationale cette volonté de dire nous voulons pour l'éducation un projet collectif, nous voulons pour l'éducation un projet qui dans le cadre, bien entendu, de diplômes nationaux, de programmes nationaux puisse mieux tenir compte de la situation des élèves qui fréquentent chaque établissement scolaire pour réussir à démontrer que nous ne pouvons pas accepter que chaque année 60 000 gosses sortent sans aucun diplôme et avant l'âge quelquefois de notre système scolaire et ont quelquefois l'impression que leur vie est terminée avant même qu'elle ait commencé.

Oui, chers amis, sur un sujet comme celui-là qui a été fondamental dans l'histoire de la gauche et du Parti Socialiste dans le pays, nous allons devoir revisiter ce concept pour montrer que nous voulons redonner du sens à cette idée de l'égalité des chances, de l'ascenseur social, de la promesse différée de l'Education nationale. Comment voulez-vous tenir un discours sur l'effort, la reconnaissance de l'effort si toute une partie de notre jeunesse a l'impression qu'en fonction de l'école qu'elle fréquente dès la maternelle ou le primaire, ils pourraient presque dire tout de suite s'ils vont connaître la société de l'emploi ou s'ils vont connaître la marginalité sociale.

Je ne reviendrai pas sur ce que je disais tout à l'heure sur l'emploi, mais ça me paraît indispensable : nous avons dans ce pays à la fois apporté d'une manière plus forte la réflexion sur ce que nous racontons dans nos conversations, dans nos débats presque tous les jours. Oui, il y a celles et ceux qui travaillent dans de grandes sociétés qui ont une tradition de négociations syndicales, qui ont une tradition de partenariat dans ces entreprises. Il y a aussi toutes celles et tous ceux qui travaillent dans des conditions quelques fois difficiles dans ce réseau de PME/PMI, où le dialogue social n'existe pas ou très peu. On ne peut pas à la fois dire que le gisement d'emplois pour les prochaines années se concentre dans les PME/PMI et ne pas réfléchir aux meilleures conditions de dialogue social dans les entreprises. Je le dis souvent, dans le département dans lequel je suis élu et dans lequel je tiens des relations étroites, et quelquefois confiantes avec les chefs d'entreprises, je leur dis : " vous savez, pour un élu de gauche, nous avons besoin de votre réussite économique ; plus vous gagnerez de l'argent dans vos entreprises et plus vous nous faciliterez la tâche, plus on vous en prendra pour pouvoir redistribuer ; donc ne considérez pas que nous avons une posture de méfiance par rapport à l'entreprise, nous souhaitons qu'elles se développent mais dans une situation, dans un cadre de vie qui permette aux hommes et aux femmes de ce pays de se sentir respectés, de se sentir partenaires, de ne pas avoir le sentiment quelquefois qu'en arrivant au boulot le matin ils sont obligés de laisser leur manteau et leur cervelle au vestiaire pour montrer surtout qu'ils n'ont pas d'idées et qu'ils n'ont pas à penser.

L'Europe, je n'y reviendrai pas j'ai essayé dès le début de mon propos de vous faire passer ce message, mais aussi un certain nombre de secteurs sur lequel nous ne pouvons pas donner le sentiment quelle que soit la qualité de nos partenaires écologistes, nous ne pouvons pas donner le sentiment de sous-traiter un certain nombre de préoccupations. Oui, le Parti Socialiste aura à réfléchir dans les années qui viennent sur la société de l'éco-développement, la société qui parle du développement économique, qui parle du développement social, mais qui parle aussi du développement équilibré et respectueux de l'environnement de notre planète. Non seulement c'est nécessaire pour les années qui viennent mais, chers amis, chers camarades, c'est aussi un sujet qui nous permettra de mieux entrer, et des deux pieds, dans le monde de la démocratie partagée. De la démocratie partagée à la fois au sein du Parti Socialiste mais aussi dans le pays. Nous le voyons bien, nous le constatons bien, de nombreux hommes et femmes aujourd'hui ont l'impression qu'il y a une coupure incroyable entre celles et ceux qui décident et celles et ceux qui vivent. Nous ne pouvons plus continuer plus longtemps à donner ce sentiment-là, il nous faut réussir sur un certain nombre de sujets et qui intéressent la vie de tous les jours, la démocratie dans la cité, le développement économique, le développement harmonieux de notre pays où la construction européenne a démontré que celles et ceux qui se veulent militants politiques veulent être aussi celles et ceux qui participent au développement de la démocratie dans le pays.

Chers amis, je conclurai en quelques mots et en deux exemples. Plus que jamais aujourd'hui nous voyons bien cet intérêt. J'écoutais tout à l'heure Jean-Michel Boucheron dans son forum évoquer les bruits de bottes qui existent au Moyen et au Proche-Orient actuellement. Comment ne pas se rendre compte que de la réponse, que nous serons capables d'apporter en France et en Europe, dépendra aussi une certaine manière de construire le monde dans les années qui viennent. Comment ne pas comprendre qu'aujourd'hui sur cette partie du monde, c'est le Président américain et quelques-uns de ses soutiens qui sont en train de décider de la paix sur la planète. Comment ne pas comprendre que pour réussir demain à être plus entendus et écoutés au-delà des limites de l'Europe, il nous faudra donner plus de sens à notre projet social, à notre projet de développement, à notre projet qui donnera envie à toute une partie des pays qui aujourd'hui se posent la question de savoir à quelle sauce ils vont être agrémentés de choisir et de se rendre compte qu'il y a un autre ordre possible au niveau économique et social que le simple ordre américain.

Chers camarades, c'est de tout cela dont il est question pour les prochaines années. Il n'est pas simplement question pour les militants socialistes de se dire : mais comment peut-on gagner les élections cantonales prochaines en 2004, ou régionales, même si ce sont des élections importantes ; il n'est pas question de se poser la question de savoir avec qui nous gagnerons les prochaines élections présidentielles, mais de savoir quel est le projet, quel est le dessein, quelle est l'orientation que nous allons proposer au pays pour les prochaines années afin qu'ils puissent se rendre compte que c'est quelque chose qui se bâtera d'une manière collective.

Oui, chers amis, et je voudrais conclure en m'adressant aux militants socialistes et aux sympathisants socialistes pour qu'ils profitent de cette période de débat dans les sections mais aussi dans tous les lieux de forums, c'est à vous de parler, c'est à vous de vous exprimer, nous sommes dans une période charnière pour la gauche française et européenne, nous sommes dans une période charnière où nous allons devoir expliquer si nous avons quelque chose d'autre à dire comme je le disais au commencement de cette intervention, quelque chose d'autre à dire que ce que se dit actuellement à l'oreille du monde le capitalisme américain.

Est-ce que ça a encore du sens aujourd'hui de se dire socialiste français, avec quelle force pouvons-nous nous proclamer socialistes européens, avec quelle énergie pouvons-nous démontrer que ces lettres de mondialisation peuvent s'écrire autrement qu'avec des larmes et de la souffrance ?

Oui, c'est la question centrale ; allons-nous être capables de convaincre en France en Europe et dans le monde qu'une mondialisation équilibrée respectueuse de l'homme de l'individu de l'environnement est possible et que nous sommes déjà en train de la préparer.

Chers amis, nous avons connu les larmes. Aujourd'hui, à Rennes, nous connaissons la fête, demain, si nous savons parler, échanger, réfléchir, proposer, nous connaissons à nouveau les fêtes de la victoire.